

EXERCICE 43, UNITÉ III**2.2. Conclure****CONSIGNE**

Distinguez la valeur de *ainsi* en précisant pour chaque contexte s'il s'agit de :

- *ainsi* adverbe de manière (équivalent à *de cette façon*) ;
- *ainsi* illustratif (servant à exemplifier ce qui vient d'être dit) ;
- *ainsi* consécutif (introduisant une conclusion à valeur de constat).

1. La manifestation la plus évidente de la mondialisation est la formidable croissance des flux internationaux observée depuis 1945 : flux commerciaux, flux d'investissement et flux financiers ont augmenté à un rythme très supérieur à celui de la croissance du PIB mondial. Les économies nationales sont **ainsi** devenues de plus en plus interdépendantes : un événement survenu en Extrême-Orient, comme la crise de changes de 1997, peut avoir des répercussions en Occident, et inversement. Au niveau des entreprises, les firmes multinationales ont de plus en plus tendance à négliger les frontières nationales, pour considérer le monde comme un espace économique unifié, dans lequel se déploient leurs stratégies commerciales et de production. La localisation des sites de production en des points éloignés des lieux de consommation alimente en retour la croissance des flux commerciaux et financiers. (233 : 2003-2004)

Ainsi :

2. Le régionalisme s'est affirmé, depuis une dizaine d'années, comme une tendance forte de l'organisation internationale, avec, bien sûr, le renforcement de l'Union européenne, mais aussi l'émergence de l'Aléna en Amérique du Nord, ou la relance de l'ASEAN [Association des nations de l'Asie de Sud-Est] en Asie. La création de zones de libre-échange a été au cœur des projets défendus par ces rassemblements régionaux. C'est en Europe que l'intégration économique est la plus poussée, avec l'achèvement du Marché unique, complété par une union douanière, et l'avènement de l'euro. Le régionalisme est **ainsi**, le plus souvent, un facteur d'approfondissement de l'intégration économique. (233 : 2003-2004)

Ainsi :

3. L'émergence de nouveaux problèmes globaux dans les consciences collectives doit beaucoup au travail de réseaux d'experts, qui permettent de mieux apprécier l'étendue des risques. Un travail scientifique préalable a, par exemple, été nécessaire pour que la question de la dégradation de la couche d'ozone fasse irruption dans le débat public. Aujourd'hui, l'Administration Bush insiste sur les divergences entre scientifiques autour du phénomène du changement climatique pour justifier son refus de ratifier le protocole de Kyoto. Le discours de l'Administration américaine vise à entretenir le doute sur l'origine humaine du réchauffement climatique, et à minimiser la menace qu'il représente. L'établissement d'un consensus parmi les scientifiques, relayé par les médias et les ONG, apparaît **ainsi** comme un facteur contribuant fortement à l'émergence d'un problème global dans la conscience collective. Pour faciliter l'apparition d'un consensus sur la question du climat, le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE) et l'Organisation météorologique internationale ont institué, en 1988, un Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). (233 : 2003-2004)

Ainsi :

4. Mener une action internationale coordonnée suppose [...] de s'accorder sur les finalités à poursuivre, et, dans un univers où les ressources sont limitées, de hiérarchiser les priorités. Or, la perception des enjeux et les préférences collectives des nations sont loin d'être homogènes. Les négociations du Doha Round montrent un clivage entre l'Union européenne, désireuse d'introduire des éléments de régulation de la mondialisation dans le domaine social et environnemental, et les pays en développement, qui voient dans ces prétentions une possible menace sur leur croissance économique. Un accord peut être plus facilement obtenu entre sociétés ayant des préférences divergentes si l'on admet le principe d'une contribution différenciée de chacun des participants.

Ainsi, les pays qui ont les moyens les plus importants, ou qui sont les plus déterminés à avancer sur un objectif, porteront une part disproportionnée du fardeau commun. Cette approche a été retenue dans le cadre de la négociation sur le climat, qui assigne des objectifs très différents aux Etats participants. Cette approche, pour raisonnable qu'elle soit, n'en pose pas moins de redoutables problèmes de répartition des efforts à fournir. L'Administration Bush s'est **ainsi** plainte de ce que le protocole de Kyoto imposait aux Etats-Unis une charge trop lourde par rapport à celle de l'Europe et des pays émergents pour justifier son refus de le ratifier. (233 : 2003-2004)

Ainsi :

Ainsi :

5. Pour rapprocher coût social et coût privé, Ronald Coase a proposé une méthode différente de la taxation : il s'agit de la création de marchés de droits. Cela suppose de créer d'abord des droits de propriété, puis de définir leur répartition entre les différents acteurs concernés. Pour l'application du protocole de Kyoto, des quotas de droit d'émission de gaz à effet de serre ont été négociés entre les parties, en vue d'être distribués gratuitement selon des proportions définies par l'accord. Puis ces droits devraient pouvoir être échangés sur un marché international des droits d'émission. **Ainsi**, les pays désireux d'émettre des gaz à effet de serre au-delà de leurs quotas initiaux pourront le faire contre paiement. Le prix des droits d'émission augmentant avec la demande représentera un signal encourageant les Etats à modérer leurs émissions de gaz à effet de serre. (233 : 2003-2004)

Ainsi :

6. Aujourd'hui, toutes les décisions politiques devraient intégrer les nouvelles exigences du développement durable. Il revient, de ce fait, à la puissance publique d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour rendre compatibles des objectifs souvent contradictoires. La mission ne peut que se féliciter des conclusions du livre blanc sur les énergies – synthèse des réflexions issues du débat national sur l'énergie organisé par le gouvernement en 2003 – qui met chacun face à ses responsabilités : « nous sommes donc confrontés à l'impérieuse nécessité de mettre en œuvre une véritable politique de développement durable, reposant sur ses trois composantes : l'économique, le social et l'environnemental. Et même si les problématiques énergétiques sont fondamentalement planétaires, il nous appartient d'y apporter des réponses concrètes à chaque niveau : individuel, collectif, local, national, européen et mondial ». **Ainsi**, en particulier, une politique énergétique orientée vers le développement durable doit-elle s'appliquer à quatre objectifs : la protection de l'environnement, la préservation du stock de ressources énergétiques, la satisfaction des besoins liés au développement et la compétitivité économique. (195 : 2003-2004)

Ainsi :